

# KEMAL DERVIS

## Administrateur du Programme de développement des Nations Unies

Merci beaucoup de m'inviter à partager cette tribune avec Monsieur Trichet.

Je voudrais d'abord souligner assez simplement que la crise financière est dorénavant devenue une crise économique globale qui risque de faire de 2009 une année d'arrêt de la croissance. Il y a six mois, on pensait que la croissance serait meilleure qu'attendue, mais nous assistons, semble-t-il, à une crise dont les effets négatifs sur l'économie réelle sont encore plus importants que prévus. Nous devons nous préparer à un très sérieux ralentissement de la croissance globale et, évidemment, essayer de préparer la relance. L'Asie dispose encore des moteurs indiens et chinois pour assurer un peu de croissance, et dans son ensemble, elle est susceptible de mieux résister. Mais je suis très inquiet de la situation de pays en Europe et en Amérique Latine qui ont connu la croissance au cours des cinq dernières années. Nous devons donc maintenant faire face à la crise de l'économie réelle, et répondre aux problèmes qui se posent.

Je voudrais faire quatre commentaires qui, d'une certaine façon, et afin de profiter de sa présence ce soir, interrogent Monsieur Trichet.

D'abord la question de la supervision du système financier est posée depuis plusieurs années. Quel serait le meilleur rôle que les banques centrales pourraient ou devraient jouer dans ce système ? Dans le contexte actuel, on peut en effet constater que les banques centrales sont en première ligne, gérant le système financier au jour le jour. Donc la question demeure : devrions-nous avoir une supervision bancaire par les banques centrales ou une supervision par des structures séparées ? En théorie la séparation des fonctions est préférable parce qu'elle garantit une politique monétaire indépendante. Mais je pense que nous nous trouvons dans une situation qui démontre que les banques centrales doivent faire plus que simplement conduire des politiques monétaires.

Ensuite, je suis enclin à penser que dans toute société humaine, les risques doivent être équilibrés et contrebalancés : la prise de risques comme facteur de croissance et de concurrence d'un côté, et le besoin de sécurité de l'autre. Il semble que ce capitalisme financier que nous connaissons bien depuis une dizaine d'années, ait trop penché du côté de la prise de risque. Nous avons aussi pris conscience que l'industrie financière représentait une part énorme de l'économie. En 2007 aux Etats-Unis, la part des profits de l'industrie financière s'élevait à près de 40% de l'ensemble des profits des entreprises après impôt, alors que la valeur ajoutée de ce secteur représentait moins de 10% de la valeur ajoutée par toutes les entreprises du pays. J'estime qu'il y a là un déséquilibre. Des lors, nous devrions non pas simplement nous concentrer sur la politique monétaire, mais réaménager la politique économique et sociale dans son ensemble, et essayer d'assurer davantage de sécurité.

Concernant les marchandises et les matières premières, on découvrira bientôt qu'il ne s'agit pas tant d'un problème de variabilité normale des prix, mais d'un problème de fluctuation et de volatilité qui est tel que l'on peine à comprendre ce qui se passe. Imaginez les pays pauvres qui importent du pétrole : leur facture pétrolière n'est évidemment pas la même si elle repose sur un baril à 50 dollars ou à 150 dollars ! Comment ces petits et pauvres pays peuvent-ils gérer ce risque de volatilité sur le marché des matières premières ?

Le dernier aspect que je voudrais développer se rapporte aux questions internationales. Monsieur Trichet nous a parlé de l'excellente coopération qui existe entre les banques centrales. C'est essentiel. J'espère qu'il y a aussi une bonne coopération internationale entre les ministres des finances. Mais quelles fonctions vont avoir les institutions internationales ? Monsieur Trichet a mentionné le Forum de la Stabilité Financière, mais il n'a pas évoqué le FMI. Quel rôle peut donc jouer le FMI au 21<sup>e</sup> siècle ? Après tout, le FMI représente le monde entier ou presque. Les actionnaires du Fond monétaire viennent du monde entier. Nous devrions bien sur rééquilibrer la composition de son conseil d'administration au profit des pays émergents, mais je me demande si le FMI, qui dispose d'économistes et d'experts nombreux, ne pourrait pas jouer un rôle plus important dans le contexte actuel. Le FMI ne pourrait-il pas jouer un rôle



de premier plan en matière de coordination des politiques économiques et fiscales, et de politique financière, en aidant tous les pays par des consultations, du dialogue et en encourageant la coopération ?

Merci beaucoup.